



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, De l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14, rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple Cedex

Savigny-le-Temple, le 08/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



WILLIAM SAURIN

81/89, avenue du Général Leclerc
77400 SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES

Référence : E/22- 1011

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/12/2021 dans l'établissement WILLIAM SAURIN implanté 81/89, avenue du Général Leclerc 77400 SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES. L'inspection a été annoncée le 10/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WILLIAM SAURIN
- 81/89, avenue du Général Leclerc 77400 SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES
- Code AIOT dans GUN : 0006502609
- Régime : A
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED

L'établissement de la société WILLIAM SAURIN est spécialisé dans la fabrication de plats appertisés (choucroute, cassoulet, etc.).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les rejets aqueux,
- bassin de rétention des eaux d'extinction incendie,
- échanges sur l'instruction du dossier de réexamen Directive IED.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 3.3	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription
Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 6.3.1	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Directive IED	Code de l'environnement, article R.515-82-II	/	Sans objet
Stockages et rétentions	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 7.1.1	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 6.4.1	/	Sans objet
RSDE (Recherche Substances Dangereuses dans les Eaux)	Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 2.1	/	Sans objet
Fiches de données de sécurité (FDS)	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement de la société WILLIAM SAURIN présente de manière récurrente des dépassements de valeurs limites d'émission pour ses rejets d'eaux industrielles (pH, chlorures notamment) et n'a toujours pas réalisé le bassin de confinement des eaux d'extinction incendie prescrit par son arrêté préfectoral du 13/01/1999.

En l'absence de plan d'actions assorti d'un calendrier et d'un engagement ferme et écrit de la part de l'exploitant de se mettre en conformité, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure la société WILLIAM SAURIN de se conformer à ces prescriptions.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rétention des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Réseaux et collecte des effluents
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Bassin de confinement
<p>Constats : L'exploitant a communiqué l'étude chiffrée réalisée en 2016 par la société GIRUS sur les différentes solutions de rétention des eaux d'extinction incendie qui pourraient être envisagées sur le site. D'après l'exploitant, la meilleure solution serait de créer une rétention aérienne de l'autre côté de l'avenue du général Leclerc sur le terrain loué à Ile-de-France Mobilités. Une piste serait également d'installer une bâche sur le terrain situé à côté de la station de prétraitement des eaux industrielles.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir sollicité deux bureaux d'études pour actualiser l'étude et le chiffrage effectués en 2016.</p> <p>Selon l'exploitant, les travaux seraient envisagés en 2023 et nécessiteront le lancement d'un appel d'offre et le dépôt d'une demande de permis de construire modificatif.</p> <p>L'exploitant envisage de solliciter des aides de l'AESN pour leur réalisation. Mais aucun contact n'a été entrepris pour le moment.</p> <p>L'inspection des installations classées est toujours dans l'attente d'un calendrier précis et d'un engagement ferme et écrit de l'exploitant de réaliser ces travaux de mise en conformité (plan d'actions avec échéancier, devis signé).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Eaux industrielles (valeurs limites de concentration et de flux)
<p>Constats : Les résultats du contrôle inopiné diligenté les 11 et 12/10/2021 ont mis en évidence que les eaux industrielles rejetées par l'établissement ne respectaient pas pour les paramètres chlorures et couleur les valeurs limites d'émission (VLE) imposées par l'arrêté préfectoral n°99 DAI 2 IC 006 du 13/01/1999 et par la convention de déversement du 02/11/2016 signée avec le SIAM .</p> <p>L'exploitant a expliqué que la présence de chlorures dans les effluents industriels était due à l'utilisation de saumures dans le procédé de production.</p> <p>L'exploitant a convenu de mettre en place un plan d'actions pour remédier à ces dépassements, qui ont tendance à devenir récurrents. Il a indiqué avoir démarré une étude visant à identifier dans son process les postes les plus contributeurs en chlorures.</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance réalisée en 2021 mettent en évidence des dépassements des VLE pour les paramètres chlorures, pH, MES et DCO, en particulier lors des périodes de production de choucroute.</p> <p>Il est à noter que des défaut de maintenance de la station de prétraitement sont en partie à l'origine de ces dépassements (bourrage du filtre rotostrainer, rupture en soude servant à corriger le pH).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Nature des activités
Prescription contrôlée : Liste des installations classées de l'établissement
<p>Constats : L'inspection des installations classées proposera au Préfet de prendre en 2023 un arrêté préfectoral complémentaire visant à acter toutes les modifications réalisées au sein de l'établissement depuis l'autorisation initiale du 13 janvier 1999 (situation administrative, chaudières, TAR, IED, conditions de rejets, etc.).</p> <p>En attendant ce nouvel arrêté, il sera proposé au Préfet d'acter la nouvelle situation administrative de l'établissement par lettre préfectorale.</p> <p>Pour ce faire, l'exploitant doit notamment clarifier la situation administrative de ses installations de combustion (nombre, puissance, possibilité de fonctionnement en simultané, raccordement possible à un seul exutoire) et effectuer toutes les démarches de demande de bénéfice des droits acquis nécessaires pour mettre à jour la situation administrative de son établissement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Directive IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.515-82-II
Thème(s) : Risques chroniques, Directive IED
Prescription contrôlée : Transmission du dossier de mise en conformité et rapport de base
Constats : L'établissement de Saint-Thibault-des-Vignes étant un établissement nouvellement visé par la Directive IED, par courriers du 08/10/2014 et du 15/01/2015, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le dossier de mise en conformité IED ainsi qu'un mémoire justificatif visant à démontrer que les installations de l'établissement n'étaient pas soumises à la réalisation d'un rapport de base, en application du guide méthodologique du ministère de l'environnement. Lors de la visite d'inspection du 29/06/2016, l'exploitant a été informé par l'inspection des installations classées que des éléments étaient manquants dans le mémoire (périmètre IED non clairement défini, quantités et phrases de risques de substances manquantes, certaines substances NQE et CLP non prises en compte) et que la non-éligibilité aux critères justifiant de la réalisation d'un rapport de base n'était pas clairement démontrée dans le mémoire. Ce mémoire justificatif n'ayant jamais été revu, ni complété par l'exploitant, la non-éligibilité au rapport de base n'a jamais été actée par l'administration. Le dossier de réexamen transmis à l'inspection des installations classées par courrier du 22/01/2021 présente un périmètre IED différent du mémoire justificatif de 2014 et du dossier de mise en conformité IED de 2015. Aussi, il est nécessaire que la société WILLIAM SAURIN fasse réaliser et transmette <u>au plus tard en septembre 2022</u> un rapport de base conforme à son dossier de réexamen IED afin que l'instruction de ce dernier puisse se poursuivre selon les modalités prévues. Un justificatif de commande de ce rapport doit être transmis dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockages et rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 7.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, Stockages
Prescription contrôlée : Rétentions
Constats : Lors de la visite du local ammoniac, il a été constaté que des bidons de glycol n'étaient pas sur rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fiches de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 7.2
Thème(s) : Produits chimiques, Données de sécurité
Prescription contrôlée : Etiquetage – données de sécurité
Constats : Il est demandé à l'exploitant de bien vouloir transmettre à l'inspection des installations classées les fiches de données de sécurité (FDS) des produits de désinfection et de nettoyage présents dans le local acides/bases.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 6.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : État récapitulatif
Constats : Depuis le début de l'année 2022, l'exploitant n'a transmis aucun résultat d'autosurveillance via l'outil GIDAF concernant les rejets d'eaux industrielles. Il est rappelé à l'exploitant que les résultats de l'autosurveillance doivent être transmis tous les mois à l'inspection des installations classées accompagnés de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et pour qu'ils ne puissent se reproduire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : RSDE (Recherche Substances Dangereuses dans les Eaux)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, RSDE
Prescription contrôlée : Surveillance pérenne Courrier préfectoral du 21/09/2011
Constats : L'établissement de la société WILLIAM SAURIN est inclus dans le périmètre de l'action de recherche et de réduction des substances dangereuses dans les eaux (RSDE). Les résultats d'analyses de la surveillance initiale mise en place conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 23/12/2009 a conduit à retenir 4 substances pour la surveillance pérenne : <ul style="list-style-type: none">- nickel et ses composés,- zinc et ses composés,- nonylphénols,- cadmium et ses composés. Ces substances ne semblent plus faire l'objet d'une autosurveillance de la part de l'exploitant (absence de déclaration GIDAF). L'arrêt de leur surveillance n'a par ailleurs pas été sollicité auprès de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

